

Transports et environnement

DÉVELOPPEMENT DURABLE

ENVIRONNEMENT

POLLUTION

TRANSPORTS

Les projets de loi

En février, le député des Îles-de-la-Madeleine a présenté le **projet de loi n° 497**, [Loi visant à assurer la qualité de l'air](#). Le projet de loi propose d'instituer une stratégie nationale sur la qualité de l'air ayant notamment pour objectif de favoriser la diffusion d'information sur la qualité de l'air et de mettre en place des mesures d'atténuation et de prévention des effets de la pollution atmosphérique sur la santé.

En juin, la députée d'Argenteuil a présenté le **projet de loi n° 692**, [Loi visant à créer un nouvel outil de conservation volontaire des milieux naturels](#). Le projet de loi vise à modifier la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* et à prévoir que le propriétaire d'un immeuble peut conclure un contrat stipulant des obligations réelles concernant le maintien et l'amélioration de la biodiversité et des fonctions écologiques⁸⁰.

Motions présentées à l'Assemblée nationale

En mars 2026, les parlementaires ont adopté une [motion sans préavis](#) concernant la mise en place de mesures visant à lutter contre la désactivation illégale des systèmes antipollution sur les camions. La présentation de cette motion faisait suite à un reportage médiatique mettant en lumière cet enjeu de fraude.

Projet de loi n° 497

PRÉSENTATION

25 février 2026

DERNIÈRE ÉTAPE FRANCHIE

Présentation

Projet de loi n° 692

PRÉSENTATION

12 juin 2026

DERNIÈRE ÉTAPE FRANCHIE

Présentation

Échos médiatiques

Thomas Gerbet, Patrick André Perron et Marianne Dépelteau, «[Pollution des camions : une fraude massive incontrôlée au Québec](#)», *Radio-Canada*, 19 mars 2026.

⁸⁰ Projet de loi n° 692, [Loi visant à créer un nouvel outil de conservation volontaire des milieux naturels](#), art. 1.

Des pétitions présentées à l'Assemblée nationale

Lorsqu'une pétition est présentée à l'Assemblée nationale, le gouvernement doit y répondre par écrit dans les 30 jours suivant sa transmission par le secrétaire général de l'Assemblée au leader du gouvernement. Si l'Assemblée ne tient pas séance à l'expiration du délai, la réponse est déposée au plus tard à la troisième séance suivant la reprise des travaux.



Pétition

Demande visant à cesser les investissements de fonds publics pour le troisième lien entre Québec et Lévis

PRÉSENTATION 5 février 2026

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT 17 mars 2026

Encadrement des moyens de transport individuel dans la voie publique

PRÉSENTATION 12 février 2026

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT 17 mars 2026

Imposition d'un moratoire pour sauvegarder les arbres sur le tracé du tramway de Québec

PRÉSENTATION 6 mai 2026

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT Pas déposée à ce jour

Divulgaration de la consommation d'eau des centres de données en intelligence artificielle

PRÉSENTATION 28 mai 2026

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT Pas déposée à ce jour

Opposition à la fermeture de bureaux de protection de la faune sur le territoire québécois

PRÉSENTATION 4 juin 2026

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT Pas déposée à ce jour

Révision de la contribution sur l'immatriculation des véhicules dans la Communauté métropolitaine de Montréal

PRÉSENTATION 10 juin 2026

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT Pas déposée à ce jour

Rapports de personnes désignées par l'Assemblée

Dans son rapport déposé à l'Assemblée nationale en mai 2026, la **commissaire au développement durable** dresse un [bilan](#) des 20 ans de la *Loi sur le développement durable*. Le rapport fait notamment état de certaines préoccupations en lien avec la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale de développement durable et de l'intégration du développement durable par les ministères et les organismes.

Dans un autre chapitre, la commissaire présente les résultats d'un [audit de performance](#) sur le Fonds d'électrification et de changements climatiques. Elle constate que le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) « n'a pas déterminé tous les éléments essentiels pour planifier efficacement la mise en œuvre du Plan pour une économie verte 2030, comme des jalons permettant d'évaluer si les progrès attendus se concrétisent⁸¹ ». La commissaire recommande aussi au ministère de documenter davantage ses décisions lors de la révision de la mise en œuvre du Plan pour une économie verte 2030.



⁸¹ Commissaire au développement durable, « Chapitre 3 – Efficacité de la révision de la mise en œuvre du Plan pour une économie verte 2030 – Fonds d'électrification et de changements climatiques » dans *Rapport de la commissaire au développement durable*, mai 2026, p. 14.

Avancement des projets de loi à la Commission des transports et de l’environnement

Avant d’être adoptés, puis sanctionnés, la plupart des projets de loi sont étudiés par l’une des neuf commissions parlementaires sectorielles. Autant l’étape des consultations que l’étude détaillée se déroulent généralement dans l’une de ces commissions. Le tableau suivant présente l’avancement des projets de loi étudiés par la Commission des transports et de l’environnement au cours de la période de travaux de l’hiver-printemps 2026.

